

Appel pour un pacte Finance-Climat européen

Nous, Terriens unis dans une même communauté de destins, n'acceptons pas que l'Humanité se dirige vers le chaos. Le 31 octobre dernier, l'ONU nous alerte sur l'écart entre les engagements des Etats et les réductions des émissions de gaz à effet de serre. Gouvernements, secteur privé, société civile doivent combler cet écart. Deux ans après Paris, nous en sommes loin.

Au nom de l'emploi américain, les Etats-Unis ont décidé de se retirer de l'accord de Paris. Au nom de l'emploi européen, il est fondamental que l'Europe divise par 4 ses émissions de gaz à effet de serre tout en créant massivement des emplois. Et qu'elle prenne sa part pour cofinancer la lutte contre le réchauffement climatique dans les pays du Sud.

Diviser par 4 nos émissions, d'ici 2050, investir massivement dans les économies d'énergie et les énergies renouvelables = création de 900 000 emplois en France (ADEME), et 6 millions en Europe.

La multiplication des événements climatiques provoque des milliers de morts, des millions de réfugiés et de lourdes dépenses. Le changement climatique provoque des catastrophes naturelles,

des famines et des déplacements de population meurtriers. Que se passera-t-il dans 20, 30, ou 40 ans si des centaines de millions de Terriens doivent quitter leur terre natale invivable? Nous le savons, la Paix mondiale est en jeu.

Comment financer ce chantier? En même temps qu'une taxe sur les transactions financières et une taxe sur le CO2, deux leviers peuvent être utilisés:

- La création monétaire: depuis avril 2015, la BCE a créé 2 500 milliards d'euros et les a mis à disposition des banques. En même temps, les prêts de ces banques augmentaient de moins de 300 milliards. L'essentiel a alimenté la spéculation. Il semble urgent de «flécher» la création monétaire pour qu'elle aille vers l'économie réelle et finance les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables.

- Lutter contre le dumping fiscal européen, en créant une Contribution climat de 5%. En quarante ans, le taux moyen d'impôt sur les bénéfices non réinvestis des entreprises a été divisé par deux en Europe: il est aujourd'hui proche de 20% alors que, aux Etats-Unis, le taux de l'impôt fédéral est stable,

depuis plus de quatre-vingts ans, à 35%. Un impôt sur ces bénéfices de seulement 5% permettrait de dégager 100 milliards d'euros par an, pour abonder le budget européen et cofinancer le chantier, investir dans la recherche et augmenter l'aide aux pays d'Afrique et du pourtour méditerranéen.

Donnons de nouveaux moyens à la lutte contre le changement climatique. Demandons aux chefs d'Etat et de gouvernement européens de négocier un Pacte Finance-Climat, qui assurerait pendant 30 ans la transition énergétique en Europe et notre partenariat avec les pays du Sud.

Provoquons un sursaut collectif et redonnons du sens à l'Europe. Convaincus que nous ne parviendrons pas à reprendre en main notre destin en restant isolés, demandons aux chefs d'Etat et de gouvernement de mettre en œuvre au plus vite une politique européenne qui dépasse les clivages, mette la finance au service du climat et de la justice sociale, et nous permette de regarder l'héritage que nous laisserons.

Allez à: <http://climat-2020.eu/l-appel/signez> et contribuez!

Dr Bruno Bourgeon,
Président d'AID